

## INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE

## Vers la dématérialisation totale des procédures

**Le Centre national du registre du commerce (CNRC), qui a lancé en 2014 la version électronique du registre, s'engage en seconde phase dans la facilitation des procédures notariales, avec, comme objectif, la dématérialisation totale des procédures.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Prévu par une convention signée en juillet 2013 entre le Centre national du registre du commerce (CNRC) et la Chambre nationale des notaires, le portail «Sidjilcom» du CNRC a été mis hier, lors d'une rencontre tenue sous l'égide du ministère du Commerce, et de manière progressive, à la disposition des 1 800 notaires qui exercent à travers le pays.

Disposant d'un accès sécurisé et privilégié à ce portail, les notaires dont 18 seront concernés en première phase (février 2015) et les autres dès le mois prochain pourront, dorénavant, à partir de leurs bureaux, prendre en charge virtuellement des procédures liées à l'inscription au registre du commerce (enregistrement des dénominations, insertion d'avis au bulletin officiel des annonces légales).

Comme ils pourront consulter le répertoire des commerçants, la nomenclature des activités économiques, les comptes sociaux des sociétés commerciales, le bulletin officiel des annonces légales. «Le notaire ne sera plus tenu de se déplacer, ce qui constituera un gain de

temps et contribuera à réduire les coûts et les dépenses», considère le président de la Chambre nationale des notaires, M<sup>e</sup> Makhlof Aggal. Mais aussi un gain de temps, estimé à 48 heures et une diminution des lourdeurs bureaucratiques pour les entrepreneurs, les investisseurs, considère-t-on également. Notons que le dispositif devrait concerner 375 031 inscrits dont 327 325 personnes physiques et 47 706 personnes morales (sociétés), 100 470 annonces (avis au BOAL), 56 674 dépôts de comptes sociaux et 18 700 enregistrements de dénominations.

En outre, une centaine de notaires ont bénéficié d'une formation en collaboration avec le CNRC, indiquera M<sup>e</sup> Aggal.

De fait, la mise en œuvre de cette convention, recommandée par le groupe de travail Doing Business qui a été institué en mars 2013, concrétise la démarche d'amélioration du climat des affaires en Algérie. Ce qui permettra à l'Algérie d'améliorer son attractivité, son image souvent ternie par les mauvais classements de la Banque mondiale et autres institutions. Ce que le ministre du Commerce, Amara Benyounès qui a



Les notaires pourront, à partir de leurs bureaux, prendre en charge virtuellement des procédures liées à l'inscription au registre du commerce.

ouvert la rencontre a justement concédé, en reconnaissant que les efforts fournis par les pouvoirs publics en vue d'améliorer l'attractivité du pays et l'environnement des affaires ont eu un « impact notable dans bien des domaines mais (qui) reste encore insuffisant ». D'où la nécessité que «les efforts doivent continuer pour que les retombées économiques et sociales des réformes associées au développement du climat des affaires soient plus visibles et plus perceptibles», assurera le ministre du Commerce.

Ce faisant, la facilitation des procédures d'inscription s'inscrit dans le cadre de la modernisation des procédures de gestion et du système d'information de ce centre. En ce sens, le directeur général du CNRC, Chafik Chiti, indique que son établissement s'est déjà engagé dans la dynamique de modernisation et de développement entrepreneurial. Ainsi, le CNRC a lancé en 2014 le Registre de commerce électronique (RCE), dans le but de sécuriser l'extrait du registre du commerce, l'assainir de toutes pratiques et manipu-

lations frauduleuses et doter les opérations de contrôle d'outils technologiques fiables et accessibles. Depuis mars 2014 et jusqu'à la date du 2 février 2015, quelque 237 228 extraits sécurisés du RCE ont été délivrés, dont 204 472 extraits pour les personnes physiques et 32 756 extraits pour les sociétés. Soit 13,42% de l'ensemble des commerçants inscrits au Registre du commerce (1,768 331 opérateurs), notera Chafik Chiti.

Tout en relevant le caractère volontaire de l'adhésion des commerçants à cette facilitation virtuelle, le directeur général du CNRC estimera que la réimmatriculation de l'ensemble des commerçants au RCE peut être réalisable, étalée sur le temps et sur la base de l'aval des pouvoirs publics. Outre le RCE, le CNRC compte lancer «le grand chantier» de l'inscription en ligne, la dématérialisation totale des procédures d'inscription et autres prestations pour tous les opérateurs économiques. «Il n'y aura plus de papier», escompte Chafik Chiti qui précise, toutefois, que la dématérialisation nécessite des «efforts importants» et «des études qui seront lancées», outre la nécessité de mettre en place l'autorité de certification prévue par la loi relative à la signature et à la certification électroniques, garante de la confiance numérique.

C. B.

## ILS DISENT S'EN TENIR A LA CHARTE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

# Benyounès et Sahli contre l'association au dialogue des cadres du parti dissous

**Le MPA et l'ANR refusent d'adhérer à toute initiative politique qui associerait les personnalités politiques que la charte pour la paix et la réconciliation nationale ont formellement exclues de l'exercice politique.**

Les secrétaires généraux de ces deux partis se réclamant du pouvoir, l'un, celui de l'ANR ayant eu un séjour d'une année dans l'Exécutif, et l'autre, Amara Benyounès, toujours occupant un poste ministériel, l'ont clairement signifié hier. C'était à l'occasion d'une rencontre «routinière» de «dialogue et de concertation entre les partis du bloc républicain, démocrate et nationaliste», insistaient-ils.

Autrement dit, il ne faut pas s'attendre à voir l'ANR ou le MPA prendre part à la

conférence sur la reconstruction du consensus national que prépare le FFS si un quelconque ancien chef de l'ex-parti dissous venait à être de ce conclave. Car la direction du doyen des partis de l'opposition ayant eu à s'entretenir dans le sillage des concertations dans la perspective de cette conférence, avec des figures de proue du FIS dissous.

Un rendez-vous politique auquel les deux partis ont eu à donner leur accord de principe à condition, préciseront Benyounès et Sahli, que la légitimité des institutions, dont notamment celle de la présidence de la République, ne soit pas du domaine du discutable. Soit exactement ce qu'a avancé comme préalable le secrétaire général du FLN. Cela dit, les deux partis, qui partagent à bien des égards l'analyse de la situation du pays, sont pour une révision de la Constitution par voie référendaire à même

de permettre, comme le soulignera Benyounès, «un débat national et sociétal car il s'agit de discuter de l'option politique à conférer au pays».

Sur un autre plan, le secrétaire général du MPA s'est dit étonné que l'on présente une rencontre entre deux ou plusieurs partis comme un événement. «Cela entre dans le cadre de l'exercice démocratique que des partis du même bord ou de bords distincts s'attaquent ou se concertent, seul le peuple aura à les départager lors des élections comme celles législatives qui se tiendront en 2017», expliquera Benyounès. Cela avant que Sahli ne voit en la dernière sortie du président du MSP un «recul positif», lui qui réaffirme que la CNLTD, dont le parti islamiste est un acteur majeur, confirme à l'occasion qu'elle a perdu sa «boussole politique».

M. K.

## CANCER DU SEIN CHEZ LA FEMME ENCEINTE

# L'ablation, solution la plus courante

**Plus de 80% des cas de cancer du sein chez la femme enceinte sont soumis à un traitement radical, soit l'ablation du sein. C'est ce qu'a affirmé le Dr Salah Dilem, spécialiste des cancers du sein chez la femme enceinte au CPMC (Centre Pierre-Marie-Curie), hier, à Alger.**

Selon lui, l'apparition simultanée d'un cancer et d'une grossesse passe souvent inaperçue par négligence. Et d'expliquer : «Les femmes enceintes négligent souvent les modifications qui surviennent durant la grossesse et mettent cela sur le compte physiologique de la grossesse.» D'ailleurs, déplore-t-il, «même les gynécologues rejettent la

mammographie chez la femme enceinte».

Le spécialiste insiste ainsi sur la nécessité de vérifier toutes modifications du sein durant les différentes périodes de la gestation. Pour une meilleure exploration, «il ne faut pas hésiter à effectuer une microbiopsie, un examen qui permet de déterminer le type de cancer et de prévoir ainsi

les possibilités thérapeutiques nécessaires», dit-il.

Qualifiant l'association du cancer du sein à la grossesse de situation «très délicate», le Dr Salah Dilem déplore qu'en Algérie, l'on continue à éviter le traitement de la chimiothérapie chez la femme enceinte. Résultat : «Ces cas sont traités à des stades avancés», dit-il.

Pourtant, «ailleurs, la chimiothérapie n'est pas pratiquée uniquement en début de la grossesse puisque elle provoque des malformations congénitales», précise-t-il encore.

Pour sa part, le Dr Amina Abdelouhab, spécialiste des cancers du sein génétiques (au

CPMC), affirme que l'Algérie est passée de 300 nouveaux cas en 1995 à plus de 1000 nouveaux cas en 2014.

Seulement, poursuit-elle, «aujourd'hui, ces cas sont découverts de plus en plus à l'état précoce contrairement aux années précédentes». Une évolution qui selon elle est le fruit des différents programmes de sensibilisation initiés.

«Chez nous, le cancer du sein touche la femme entre 47 et 48 ans alors qu'en France il survient à partir de 60 ans d'où la nécessité d'un dépistage à partir de l'âge de 40 ans», dit-elle.

Rym Nasri

## La proximité rurale, comme atout pour la CNMA

Poursuivant l'extension et le développement de son réseau commercial et de la modernisation de ses activités assurantielles, la CNMA se redéploie dans les régions du Sud, et plus précisément dans une région du sud-ouest, la wilaya d'El Bayadh, par l'ouverture prochaine d'une Caisse régionale de mutualité agricole.

Actuellement, la CNMA est répartie à travers tout le territoire national, avec 66 CRMA et 386 bureaux locaux. Ce qui constitue une source de richesse inestimable de par ce redéploiement de proximité. Les agriculteurs et les éleveurs de la wilaya d'El Bayadh peinent à l'heure actuelle à bénéficier d'informations relatives aux actions mises à profit du monde agricole et rural dont les mécanismes assurantiels mis en place par les services de la caisse.

L'objectif recherché par ce redéploiement est d'être plus proche des inquiétudes et des risques auxquels sont exposés ces acteurs du monde rural et principalement les risques sanitaires, souci majeur des éleveurs de cette région, qui nécessitent une prise en charge de leurs besoins en informations agricoles, et démontrer ainsi l'importance de se prémunir contre les risques climatiques et comment avoir recours à la prévention.

La Mutualité agricole, de par sa vocation d'assureur conseil de proximité, se devait de compléter son tableau d'implantation à travers la création d'une CRMA à El Bayadh, région où il s'avère impératif de créer une caisse régionale qui constituerait un appui indispensable pour la concrétisation des multiples dimensions que préconise la nouvelle stratégie de modernisation des assurances agricoles à la CNMA.

Cette stratégie qui met l'accent sur la création d'un environnement incitatif en vue du renforcement de la «Mutualité de proximité», par la mise en place d'un «programme de prévention et d'assistance agricole, de sensibilisation et de rapprochement avec les agriculteurs», en vue de la modernisation du système de prise en charge des risques auxquels l'agriculteur et l'éleveur sont exposés.

L'ambition de la CNMA est de figurer parmi les plus fidèles accompagnateurs du monde rural, notamment à travers son réseau de proximité qu'elle souhaite ardemment rentabiliser au maximum, au profit des agriculteurs, en mettant à leur disposition son savoir-faire ; pour cela, il faut être plus proche d'eux. Un souhait, un vœu pouvant devenir une réalité à travers ce capital inestimable de la CNMA, son réseau mutualiste à la densité remarquable.

R. N.